

6° pour intenter une action en intervention et en garantie;  
7° pour décider dans certains cas de ne pas intenter d'action;

8° pour décider d'interjeter appel;  
9° pour décider d'introduire un pourvoi en cassation;

10° pour faire signifier et faire exécuter les jugements et les arrêts par un huissier de justice;

11° pour donner une procuration à un avocat afin de pouvoir consulter un dossier au greffe du tribunal;

12° pour mettre fin à un litige par une transaction.

#### CHAPITRE 10. — DISPOSITIONS GENERALES

**Art. 27.** Les chefs d'administration, les chefs de division et les chefs de service sont autorisés à accorder aux membres du personnel relevant de leur autorité les congés sauf ceux prévus à l'article 8 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordées aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

**Art. 28.** Les chefs d'administration, les chefs de la division et les chefs de service sont autorisés :

1° à signer, pour le Ministre, en raison d'affaires ressortissant de leurs services respectifs, la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel et les bulletins ou lettres de transmission;

2° à certifier conformes les copies et extraits des documents déposés aux archives de leur service;

3° pour signer les " bons à tirer " pour le *Moniteur belge*;

4° pour approuver les états de débours pour missions à l'étranger;

5° à (sub) déléguer leurs compétences par écrit aux membres du personnel de leur administration.

**Art. 29.** L'arrêté ministériel du 14 mai 2014 portant délégation de compétences est abrogé.

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 juin 2019.

Bruxelles, le 17 juin 2019.

K. PEETERS

6° om een vordering in tussenkomst en vrijwaring in te stellen;

7° om te beslissen om in bepaalde gevallen geen vordering in te stellen;

8° om te beslissen om hoger beroep in te stellen;

9° om te beslissen om cassatieberoep in te stellen;

10° om vonnissen en arresten te laten betekenen en te laten uitvoeren door een gerechtsdeurwaarder;

11° om een volmacht te verlenen aan een advocaat teneinde een dossier op de griffie van de rechtbank te kunnen raadplegen;

12° om een geschil te beëindigen door een minnelijke schikking.

#### HOOFDSTUK 10. — ALGEMENE BEPALINGEN

**Art. 27.** De administratiechefs, afdelingschefs en de dienstchefs worden gemachtigd om aan het onder hun gezag geplaatste personeel verlof te verlenen met uitzondering van deze bepaald bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen.

**Art. 28.** De administratiechefs, afdelingschefs en dienstchefs worden gemachtigd:

1° om de briefwisseling te ondertekenen voor de Minister, wanneer het zaken betreft ressorterende onder hun respectievelijke diensten en in verband met de gewone akten van onderrichtingen, de aanvragen om inlichtingen, de herinneringsbrieven en de bulletins of brieven van overmaking;

2° om afschriften en uittreksels, berustend in de archieven van hun dienst, voor eensluidend te verklaren;

3° om de "goed voor druk" te ondertekenen voor het *Belgisch Staatsblad*;

4° om de uitgavenstaten voor zendingen in het buitenland goed te keuren;

5° om hun bevoegdheden schriftelijk te (sub)delegeren aan personeelsleden van hun administratie.

**Art. 29.** Het ministerieel besluit van 14 mei 2014 houdende delegatie van bevoegdheden wordt opgeheven.

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking op 2 juni 2019.

Brussel, 17 juni 2019.

K. PEETERS

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202868]

**23 JUNI 2019.** — Arrêté ministériel modifiant l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage

Le Ministre de l'Emploi,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, § 1<sup>septies</sup>, alinéa 3, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 8 novembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2019;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202868]

**23 JUNI 2019.** — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikel 19 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering

De Minister van Werk,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961 en § 1<sup>septies</sup>, derde lid, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2019;

Vu l'avis 66.103/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - A l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 8 octobre 2017, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup>) l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'indemnité accordée au chômeur dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise n'est pas considérée comme rémunération pour autant que les conditions suivantes soient simultanément réunies :

1<sup>o</sup> le chômeur a obtenu une dispense de disponibilité conformément à l'article 152quinquies de l'arrêté royal pour suivre cette formation;

2<sup>o</sup> le contrat de formation professionnelle individuelle en entreprise prévoit que le stagiaire doit être engagé par l'employeur durant une durée au moins égale à celle de la formation professionnelle. ».

2<sup>o</sup>) entre les alinéas 3 et 4 sont insérés les alinéas suivants rédigés comme suit :

"Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'indemnité accordée au chômeur dans le cadre d'un stage en entreprise n'est pas considérée comme rémunération pour autant que les conditions suivantes soient simultanément réunies :

1<sup>o</sup> le stage est mis en place par la réglementation régionale;

2<sup>o</sup> le stage est réglé par une convention de stage conclue entre le stagiaire, le fournisseur de stage et l'organisme régional compétent, visé à l'article 152quinquies de l'arrêté royal;

3<sup>o</sup> le stage a une durée maximale de 6 mois;

4<sup>o</sup> le chômeur a obtenu une dispense de disponibilité conformément à l'article 152quinquies de l'arrêté royal pour suivre ce stage.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> à 4, l'indemnité octroyée par l'organisme régional compétent, visé à l'article 152quinquies de l'arrêté royal, ou par une instance communautaire au chômeur dans le cadre d'une formation pour laquelle il a obtenu une dispense de disponibilité conformément à l'article 152quinquies de l'arrêté royal, n'est pas considérée comme une rémunération pour autant que cette indemnité soit inscrite dans la réglementation régionale ou communautaire et qu'il s'agisse soit, d'un remboursement, réel ou forfaitaire, des frais supportés par le chômeur dans le cadre de la formation, soit d'un incitatif financier unique octroyé en cas de réussite d'une formation préparant à une profession dans laquelle il y a pénurie significative de main-d'œuvre.

Le chômeur doit faire la déclaration du fait qu'il perçoit un avantage accordé dans le cadre, pendant ou suite à une formation, des études, un stage ou un apprentissage, sur le formulaire reprenant la déclaration de la situation personnelle et familiale, au moment de la demande d'allocations conformément à l'article 133 de l'arrêté royal ou, conformément à l'article 134, § 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal ultérieurement à l'occasion de la première perception d'un tel avantage.

A la demande de l'organisme régional compétent, visé à l'article 152quinquies de l'arrêté royal, ou de sa propre initiative, l'Office peut reconnaître de façon générale qu'un avantage accordé pendant ou suite à une formation, des études, un stage ou un apprentissage répond aux conditions prévues aux alinéas 3 à 5. Dans ce cas, le chômeur est dispensé de déclarer cet avantage. ».

3<sup>o</sup>) dans l'alinéa 5 qui devient l'alinéa 9, les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au second et troisième alinéas » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1<sup>er</sup> à 5 ».

**Art. 2.** - Le présent arrêté est applicable lorsque la décision qui est prise, visée à l'article 152quinquies de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, se situe à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2019.

De Minister van Werk  
K. PEETERS

Gelet op het advies 66.103/1 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** - In artikel 19 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, vervangen bij het ministerieel besluit van 8 oktober 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup>) het derde lid wordt vervangen als volgt :

"In afwijking van het eerste en het tweede lid, wordt de vergoeding toegekend aan de werkloze in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, niet beschouwd als loon, voor zover de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn:

1<sup>o</sup> de werkloze heeft overeenkomstig artikel 152quinquies van het koninklijk besluit een vrijstelling van beschikbaarheid gekregen om deze opleiding te volgen;

2<sup>o</sup> de overeenkomst voor de individuele beroepsopleiding in een onderneming voorziet dat de stagiair in dienst moet worden genomen door de werkgever gedurende een periode die minstens gelijk is aan die van de beroepsopleiding."

2<sup>o</sup>) tussen het derde en het vierde lid worden de volgende leden ingevoegd, luidend :

"In afwijking van het eerste en het tweede lid, wordt de vergoeding toegekend aan de werkloze in het kader van een stage in een onderneming, niet beschouwd als loon, voor zover de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1<sup>o</sup> de stage is ingesteld door de gewestelijke regelgeving;

2<sup>o</sup> de stage wordt geregeld door een stageovereenkomst gesloten tussen de stagiair, de stagegever en de bevoegde gewestinstelling, bedoeld in artikel 152quinquies van het koninklijk besluit;

3<sup>o</sup> de stage heeft een maximale duur van 6 maanden;

4<sup>o</sup> de werkloze heeft overeenkomstig artikel 152quinquies van het koninklijk besluit een vrijstelling van beschikbaarheid gekregen om deze stage te volgen.

In afwijking van het eerste tot vierde lid, wordt de vergoeding toegekend door de bevoegde gewestinstelling, bedoeld in artikel 152quinquies van het koninklijk besluit, of door een gemeenschapinstelling aan de werknemer in het kader van een opleiding waarvoor hij overeenkomstig artikel 152quinquies van het koninklijk besluit een vrijstelling van beschikbaarheid heeft gekregen, niet beschouwd als loon, voor zover deze vergoeding in de gewestelijke- of gemeenschapsregelgeving is ingeschreven en het gaat om ofwel een reële of forfaitaire terugbetaling van kosten die door de werkloze zijn gedragen in het kader van de opleiding, ofwel een eenmalige financiële aanmoediging in geval van slagen in een opleiding die voorbereidt op een beroep waarvoor een significant tekort aan arbeidskrachten bestaat.

De werkloze moet aangifte doen van het feit dat hij een voordeel ontvangt in het kader van, tijdens of ten gevolge van een opleiding, studies, een stage of een leertijd, op het formulier dat de aangifte bevat van de persoonlijke en familiale toestand, overeenkomstig artikel 133 van het koninklijk besluit op het ogenblik van zijn uitkeringsaanvraag, of overeenkomstig artikel 134, § 2, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit op een later tijdstip, wanneer hij voor het eerst een dergelijk voordeel ontvangt.

Op vraag van de bevoegde gewestinstelling, bedoeld in artikel 152quinquies van het koninklijk besluit, of op eigen initiatief, kan de Rijksdienst op algemene wijze vaststellen dat een voordeel dat wordt toegekend in het kader van, tijdens of ten gevolge van een opleiding, studies, een stage of een leertijd, beantwoordt aan de voorwaarden voorzien in de derde tot vijfde leden. In dat geval is de werkloze vrijgesteld om het voordeel aan te geven."

3<sup>o</sup>) in het vijfde lid, dat het negende lid wordt, worden de woorden " van het eerste, het tweede en het derde lid " vervangen door de woorden " van het eerste tot vijfde lid ".

**Art. 2.** - Dit besluit is van toepassing wanneer de beslissing die wordt genomen, bedoeld in artikel 152quinquies van voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, zich situeert vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Brussel, 23 juni 2019.

De Minister van Werk  
K. PEETERS